

Le consommateur, acteur de la sobriété énergétique ? Une approche sociologique

Par Stéphane LA BRANCHE

Sociologue indépendant du climat et de l'énergie, coordonnateur scientifique du GIECO/IPBC¹ –
Groupe international d'experts sur les changements de comportements

Suite à plus de trente projets de recherche menés en sociologie du climat et de l'énergie dans différents secteurs, nous présentons dans cet article quelques éléments majeurs de compréhension des interactions entre les individus et l'énergie, afin de mieux expliquer ce que représente « faire des efforts de sobriété au quotidien ». La sobriété est beaucoup plus complexe que ce que les représentations communes laissent à penser et elle est aussi plus difficile à mettre en œuvre. Elle doit être distinguée de l'efficacité et de la gestion de l'énergie, car ces deux aspects ne renvoient pas aux mêmes facteurs de changements et de non-changements comportementaux et cognitifs que la sobriété. Nous présentons en fin de cet article quelques profils socioénergétiques.

Introduction

Il y a plusieurs années de cela, un ingénieur travaillant dans une entreprise de distribution d'énergie m'a, dans le cadre d'un projet de recherche à forte teneur technique, saisi de cette interrogation : « Mon outil fonctionne ! Alors, pourquoi les clients ne l'utilisent-ils pas correctement ? On les a informés des avantages, de la réduction des coûts. Et, en plus, c'est bon pour le climat ! Dites-nous comment faire pour qu'ils adhèrent et qu'ils deviennent plus sobres ! ».

À travers cet article, nous visons à expliquer pourquoi apporter une réponse à cette question est compliqué. Sans le savoir, cet ingénieur bienveillant soulevait non pas une question, mais plusieurs questions qui renvoient à différents facteurs : énergie, nouvelles technologies, information, innovation et pratiques. Pourtant, la question n'est pas dénuée d'intérêt. Dans le contexte de la Stratégie nationale bas-carbone qui vise à la neutralité d'ici à 2050, tous les acteurs de l'énergie (les producteurs, les distributeurs, les gestionnaires et les consommateurs) devront faire des efforts de réduction et de décarbonation. Dans ce cadre, les appels à la sobriété sont de plus en plus nombreux, voire insistants avec la guerre en Ukraine ; et, à long terme, les scénarios montrent que l'on ne pourra pas atteindre l'objectif de neutralité carbone sans des efforts de réduction de la consommation finale, incluant celle des ménages.

Dans cet article, à visée pédagogique, nous apportons un regard sociologique sur cette problématique en posant deux questions *a priori* « simples », mais

qui sont lourdes de conséquences : qu'est-ce que la sobriété et quels en sont les freins et les moteurs pour les ménages dans leur quotidien ? Dans ce texte, nous ne renvoyons pas à des considérations théoriques ou idéalistes sur la capacité et la volonté des ménages à s'engager dans une démarche de sobriété. Nous présentons ici une sociologie du quotidien qui prend en compte les freins et les moteurs des changements dans les pratiques énergétiques, tels qu'ils sont vécus par les ménages. Nous nous attarderons succinctement sur l'apport des nouvelles technologies dans ce domaine et porterons un regard sociologique sur la question de la flexibilité.

Quelques termes de sociologie de l'énergie

Pour comprendre les termes utilisés dans cet article, nous allons définir au préalable quelques notions issues de la sociologie de l'énergie. Cette discipline pose la question des interactions entre les représentations sociales, les valeurs, les connaissances et les pratiques individuelles et collectives en matière d'énergie.

Avant d'aller plus loin, distinguons trois volets de la maîtrise de l'énergie (MDE) : la sobriété, l'efficacité et la gestion de l'énergie. Et intéressons-nous à leurs liens avec une notion clé de la sociologie : les représentations sociales.

Une représentation sociale est une réalité mentale qui « nous guide dans la façon de nommer et de définir

¹ <https://www.ipbc.science/>

ensemble les différents aspects de notre réalité de tous les jours, dans la façon de les interpréter, de statuer sur eux et, le cas échéant, de prendre une position à leur égard et de la défendre (...) » (Jodelet, 2012, pp. 47-48). Les études que nous avons réalisées le montrent : les représentations sociales en matière de comportements jouent un rôle plus important que l'information. Une nouvelle information a même tendance à être réinterprétée par le système cognitif (la manière dont on pense) pour qu'elle se conforme au schéma préexistant. Dans le cas où cette réinterprétation est impossible, l'information peut être rejetée comme étant fautive ou inintéressante. Mais quels sont les liens de ces représentations sociales avec l'énergie ?

La place de l'énergie dans les représentations sociales a évolué au cours des dernières années, passant d'une thématique invisible aux yeux de la plupart des individus à un enjeu à la fois climatique, économique, géopolitique, environnemental et social. Mais ce processus est loin d'être achevé ; il n'est pas en outre homogène. Car, par défaut, les représentations et les pratiques préexistantes tendent davantage à ralentir le changement dans les pratiques qu'à l'accélérer. La raison : l'intériorisation d'une nouveauté n'est pas chose efficace dans notre quotidien, cela demande de l'énergie, du temps et des efforts.

Efficacité, gestion et sobriété

Revenons maintenant sur les trois volets précités de la MDE : l'efficacité, la gestion et la sobriété, à laquelle nous nous intéresserons plus largement ici (en laissant de côté la production d'EnR) :

- L'efficacité énergétique renvoie à la dimension technique : par exemple, un sèche-linge récent permet d'obtenir le même résultat qu'un vieil appareil, mais en consommant moins d'énergie.
- La gestion de l'énergie se rattache à la manière de consommer de l'énergie sans changer de comportement, telle la modification des créneaux horaires d'utilisation des postes de consommation ou la maîtrise à distance du chauffage. La gestion énergétique est facilitée par les nouvelles technologies, mais elle ne mène pas nécessairement à la sobriété.
- La sobriété, pour sa part, renvoie aux comportements qui permettent une consommation moindre : mettre un couvercle sur une marmite, prendre une douche plutôt qu'un bain...

L'idée à retenir ici est que confondre ces trois piliers, c'est commettre une grosse erreur lorsque l'on veut arriver à des changements dans les pratiques, car les moteurs et les freins aux changements ne sont pas les mêmes ! Devenir sobre n'est pas quelque chose de simple², ni d'agréable pour la majorité de la population, car cela implique de changer ses habitudes, alors que, justement, l'efficacité de l'habitude réside en ce qu'elle ne nécessite pas une débauche d'énergie supplémen-

taire pour l'individu. Le changement se réalise en plusieurs étapes, dont la rationalisation du quotidien qui passe par la recherche d'informations, mais surtout une observation de nos propres habitudes et de celles des membres de notre famille. Le poids cognitif et émotionnel est très important, car il s'agit pour nous de devenir conscient que nos actions sont automatisées, afin de pouvoir les modifier. Cela équivaut au fait d'avoir un problème sans avoir de méthodes pour le résoudre. Autrement dit, les habitudes amènent davantage l'individu à rejeter qu'à intégrer les efforts de sobriété. Ce qui ne signifie nullement que le changement soit impossible : notamment, parce que chez une certaine proportion d'individus, les efforts sont perçus comme un jeu, un défi personnel à relever. Il importe alors de tenir compte de ces éléments si l'on souhaite inciter à la sobriété.

La diversité des réactions face à la demande de sobriété est également liée à la diversité et à la complexité des facteurs psychologiques et sociaux, à la perception que chacun a de sa responsabilité et des impacts de ses efforts, au niveau d'éducation, à celui des revenus et à la catégorie socioprofessionnelle d'appartenance. En guise d'exemple, on peut observer que pour certains de ceux que nous avons interrogés, la sobriété signifie « se serrer la ceinture ». Une interrogée en situation de précarité nous a confié qu'elle « aimerait avoir des outils pour consommer moins, tout en utilisant plus », ce qui va nous amener à parler de l'« effet rebond ». Mais avant, on peut observer qu'un individu peut aussi faire des efforts pour diminuer ses émissions de GES, sa facture libellée en euros, ses kWh consommés, pour en faire un exercice de travail sur soi ou pour maintenir ou accroître son confort.

L'effet rebond surgit lorsqu'un comportement diminue l'amélioration de l'efficacité énergétique attendue, et ce justement, parce que l'acteur est informé de la diminution de sa consommation (Sorrel, 2007). Cela l'incite par la suite à augmenter sa consommation brute. Le fait de savoir conduit à des comportements contreproductifs. Cet effet rebond varie d'une technologie à une autre et selon les comportements étudiés : les efforts réalisés en matière de chauffage, d'éclairage, de consommation ou de déplacement ne provoquent pas des effets de rebond de même ampleur, ni les mêmes effets rebonds. On parle d'effet rebond direct, lorsque celui-ci peut provoquer une diminution de l'efficacité attendue jusqu'à aboutir à une perte partielle ou nette d'efficacité, c'est le « backfire ». L'effet rebond indirect, quant à lui, consiste en un transfert d'un domaine à un autre : diminuer la facture de chauffage permet de faire un voyage ou de s'acheter un écran plat. L'arrivée massive des véhicules électriques pourrait provoquer une baisse dans l'usage des modes de transports collectifs. Pour notre part, nous en ajoutons un autre, l'effet rebond préventif : nous avons observé que face à l'information d'un effacement à venir, un ménage augmentera au préalable la température de chauffage de son logis au-delà de la limite habituelle, afin de pouvoir rester dans sa zone de confort lorsque le chauffage sera coupé.

En d'autres termes et pour revenir à la question de départ de l'ingénieur, les raisons pour lesquelles son

² Voir les excellents travaux de M.-C. Zelem à ce sujet (voir les références bibliographiques).

outil n'était pas « correctement » utilisé sont nombreuses. Au final, et comme la sociologie le montre si bien, les objets techniques et l'énergie sont des « objets sociaux » comme les autres : ils sont sujets à des représentations sociales, à des jugements de valeur en fonction de niveaux de connaissances et de réactions émotionnelles variés. Cela explique le décalage entre l'usage prévu par le technicien et l'usage réel, celui fait par l'utilisateur final. Mais cela soulève une autre interrogation, qui questionne un autre postulat portant sur le lien entre information et action.

Les résultats de nos études en matière d'environnement, de climat et d'énergie nous ont amenés en effet à revisiter le postulat selon lequel informer les consommateurs sur la crise climatique conduirait logiquement à une diminution de la consommation d'énergie. Selon la présentation précédente, on voit bien qu'il ne s'agit pas d'un simple refus. Mais existerait-il autant de manières d'entrer en interaction avec l'énergie qu'il existe d'individus ? Heureusement, non.

Les profils énergétiques³

Un des apports de la sociologie est qu'une fois que l'on a compris les sources de la diversité des interactions, il est alors possible d'identifier des tendances plus larges. Nous avons ainsi identifié quelques logiques d'action et représentations générales, que nous avons appelées « profils énergétiques » :

- Le techno-ludique est passionné par les nouvelles technologies. Il prend plaisir à s'informer sur les nouveautés technologiques, notamment les nouvelles applications et les évolutions d'Internet. Il y consacre beaucoup de temps. Ni l'énergie en tant que telle ni les kWh ne l'intéressent – il ne comprend pas ou peu ce que cela recouvre. Ce qui l'attire, ce sont les nouvelles technologies et, surtout, d'en disposer avant les autres. Il se perçoit comme un innovateur en matière de technologies.
- L'énergiphile s'intéresse d'abord et avant tout à l'énergie en tant que telle. Ce profil a été surtout relevé dans des projets associant nouvelles technologies et énergie et, à de moindres égards, dans des projets relatifs à la sobriété et, par association, à l'écologie. La connaissance énergétique de l'énergiphile est importante : les kWh ont pour lui une signification – mais sont incompris par les autres –, et il comprend les enjeux de stabilité du réseau et ceux des effacements – c'est d'ailleurs le seul à les comprendre. Pour l'énergiphile, la réduction de la consommation d'énergie en tant que telle est un but plus important que la réduction de ses factures en euros ou de son empreinte écologique. À noter qu'il a à cœur de garantir l'accès à l'énergie à tous, selon une éthique énergétique.

- L'économe veut réduire son budget Énergie. Cette logique est présente dans toutes les expérimentations analysées, mais est minoritaire, ce qui soulève la question du poids du signal-prix ! Elle est plus fortement présente chez les plus précaires et est parfois en lien avec l'écologie – une logique hybride que nous avons qualifiée « d'éconologique ».
- L'écophile est sensible aux questions environnementales et climatiques. L'énergie représente pour lui un problème écologique. Il est sociologiquement plus représentatif de la classe moyenne/moyenne-sup, laquelle est la plus intéressée par les questions environnementales. L'écophile s'amuse avec des pratiques relatives à la maîtrise de soi et qui sont génératrices de changements dans nos usages, alors que, pour les autres, cela constitue une charge cognitive négative importante.
- L'impuissant se sent démuni face aux enjeux de la transition. C'est une préoccupation pour lui, mais il ne pense pas pouvoir agir ou faire autrement, invoquant le fait qu'il n'a pas les outils nécessaires. En lui fournissant une offre de services en matière d'information mais surtout un accompagnement, il peut entrevoir un potentiel gain. Mais sa « conversion » à un autre profil n'est pas prévisible en l'état actuel de nos connaissances.
- L'indifférent ne se soucie pas de la transition énergétique, même s'il peut y porter un intérêt rationnel, de l'ordre de la curiosité intellectuelle. L'énergie n'est pas pour lui une préoccupation ; il ne comprend pas en quoi c'est un enjeu. Il n'est pas contre, mais cela ne le concerne pas. La réduction de sa facture ne l'intéresse pas beaucoup plus. Il est parfois convaincu, par défaut, que de toute manière, quoi qu'il fasse, cela ne changera rien.
- Le réfractaire rejette tout effort de sobriété. Chaque message visant à la sobriété ou même à l'efficacité est interprété par lui comme « devoir se serrer la ceinture ». Ce sont « les Chinois, le gouvernement et les grandes entreprises qui doivent bouger, pas les citoyens ! » Que ce soit l'effort physique ou cognitif, aucun d'eux n'est acceptable, car cela signifie une attaque au regard de son confort et de sa qualité de vie.

On peut relever quelques tendances générales. D'abord, pour la majorité des interviewés, ni les économies financières ni la protection de l'environnement ne sont citées comme des motivations uniques. Elles font plutôt partie d'un ensemble de valeurs qui sont liées, mais pas toujours en harmonie les unes avec les autres. Certains font des efforts pour intégrer deux types de logiques dans le but d'arriver à de meilleurs résultats ou d'en tirer des bénéfices multiples, c'est le cas des économes ou des technophiles au travers de l'expression de valeurs écologiques fortes. À l'exception des écophiles, l'écologie est surtout mobilisée pour justifier certaines conduites : on réduit sa facture et, « en plus, c'est bon pour l'environnement ! ». Dans la réalité, une logique domine, mais les logiques s'entrecroisent et entrent en conflit.

³ Les études à la base des résultats présentés dans cet article sont listées en annexe. Elles incluaient des entretiens semi-directifs réalisés en face-à-face, ainsi que des enquêtes Internet se composant en tout de plus de 200 entretiens semi-directifs et de plus de 350 répondants à des questionnaires.

Quel que soit le profil, la préservation pour chacun de son confort (physique ou cognitif) reste prioritaire. Il s'agit de faire le moins d'efforts possibles de rationalisation et d'évaluation dans son quotidien. Souvent, les efforts réalisés en matière de réduction de la consommation d'énergie visent à préserver, voire à accroître son confort pour un coût moindre ou égal. Ainsi, que ce soit par le biais de la gestion ou de l'efficacité, l'économiste visera à accroître ou à maintenir son confort sans avoir à payer davantage ; l'énergiphile voudra, quant à lui, réduire sa consommation de kW/h, sans pour autant perdre au niveau de son confort et même, dans l'idéal, en améliorant celui-ci ; les écophiles, pour leur part, viseront à plus de sobriété, ils accepteront davantage de rogner sur leur confort que la moyenne, mais dans certaines limites.

De manière globale, on peut catégoriser la population en trois groupes, en fonction des efforts qu'elle fait en matière de réduction de sa consommation (d'énergie certes, mais aussi, plus globalement, de produits, en matière de mobilité, etc.) :

- 20 % d'individus moteurs, qui veulent changer plusieurs aspects de leurs modes de vie respectifs et qui sont fortement intéressés par la sobriété ;
- 60 % d'individus qualifiés de « variables », qui vont résister ou, au contraire, s'engager à réaliser différents types d'efforts selon leur secteur d'activité ou la phase de leur vie où chacun d'eux se situe ;
- les 20 % restants sont des résistants. Ils refusent toutes injonctions au changement, et ce quel que soit l'argumentaire.

À noter qu'au regard de la réalité sociale diversifiée dont nous parlions plus haut, les chiffres varient selon le secteur d'activité : demander aux gens de faire de la rénovation, ce n'est pas leur demander de moins utiliser leur voiture, ni de devenir végétarien !

Conclusion

Pour conclure, ces quelques résultats, s'ils peuvent paraître anecdotiques, ont cependant des incidences fortes sur de nombreux aspects des efforts de réduction réalisés au niveau collectif. Cela conduit à réinterroger :

- la place de la science et de l'environnement dans les processus décisionnels quotidiens ;
- la communication et son contenu ;
- les secteurs objets des préoccupations des populations ;
- mais aussi, et surtout, les modes d'accompagnement à mettre en œuvre pour espérer atteindre des objectifs de réduction qui ne sont jamais optimaux, mais qui, sans un accompagnement correspondant aux représentations sociales, seront encore moins probants.

Annexe

Les profils énergétiques ont été élaborés à partir de plusieurs études empiriques, dont :

Fiche technique « Intermittence Plus – Insertion des chauffe-eau performants dans le réseau », étude de l'Ademe AAP – Réseaux électriques intelligents. Intermittence plus, sur la période 2016-20, La librairie Ademe.

« Une vision de la société française Zéro émission nette à 2050 », étude réalisée en 2018 par Enerdata, Carbone 4 et Solagro pour le consortium Entreprises pour l'Environnement, sur la thématique « Zero émission nette en 2050 : une neutralité carbone à quel prix ? », consultable sur le site de Médiaterre (mediaterre.org).

« Modalités d'appropriation des offres du *smartgrid* GreenLys dans l'habitat », étude réalisée en 2015 pour le consortium EDF-GDF-Schneider et l'Ademe, publiée sur Greenlys/Smart Grids – Le site édité par la CRE (smartgrids-cre.fr)

"Empowering customers to save energy by informative billing", enquête réalisée en 2014 pour l'ALEC, HESPUL et GEG, dans le cadre d'une recherche bénéficiant d'un financement au titre du programme européen « Intelligent Energy – Europe (IEE) ». Accessible via le site de l'Université de Ghent (ugent.be) qui est responsable du volet sociologique « Empowering Customers to Save Energy by Informative Billing – Power-Link ».

« Analyse qualitative du défi FAEP : motivations et pérennité des gestes », étude réalisée en 2012 pour la région Rhône-Alpes et Prioriterre. Voir la nouvelle version, accessible via le site de Défi Déclis, anciennement Famille à Énergie positive : Déclis (defis-declis.org).

« La capacité des entreprises à lutter contre l'effet de serre : freins et blocages ; opportunités et facteurs de succès », étude réalisée en 2011 pour le Grand Lyon (métropole de Lyon).

Références bibliographiques

BRISEPIERRE G., BESLAY C., VACHER T. & FOUQUET J.-P. (2013), « L'efficacité comportementale du suivi des consommations en matière d'économie d'énergie dépend des innovations sociales qui l'accompagnent », synthèse de l'étude sociologique de l'Ademe/GrDF portant sur les campagnes de sensibilisation aux économies d'énergie basées sur le suivi des consommations.

GARABUAU-MOUSSAOUI I. (2009), « Vers une génération de la modération ? Pratiques, représentations et systèmes de consommation énergétique selon les âges sociaux », in DOBRÉ M. & JUAN. S. (dir), *Consommer autrement, la réforme écologique des modes de vie*.

JODELET D. (dir.) (2012), *Les représentations sociales*, Paris, Presses universitaires de France, 447 pages.

LA BRANCHE S. (2015), « Éléments politiques et sociologiques de la transition énergétique en France », *Revue Vie économique*, vol. 6, n°2.

LA BRANCHE S. (2009), « L'insoutenable légèreté environnementale de la participation : une problématisation », *Vertigo*, vol. 9, n°1.

LA BRANCHE S. (2013), "Paradoxes and Harmony in the Energy-Climate Governance Nexus", in DYER H. & TROMBETTA J., *The International Handbook of Energy*, Edward Elgar Publ.

NICOLET A.-L. & LA BRANCHE S. (2013), « Modalités d'appropriation des offres GreenLys dans l'habitat », projet GreenLys.

SIRGUEY F., JOLY O. & LA BRANCHE S. (2012), « Défi FAEP : motivations et pérennité des gestes », analyse qualitative réalisée pour la région Rhône-Alpes et pour Prioriterre.

SORRELL S. (2007), "The Rebound Effect: an assessment of the evidence for economy-wide energy savings from improved energy efficiency", A report produced by the Sussex Energy Group for the Technology and Policy Assessment function of the UK Energy Research Centre.

ZÉLEM M.-C. (2010), *Politique de maîtrise de la demande d'énergie et résistance au changement, une approche socio-anthropologique*, Paris, L'Harmattan.

ZÉLEM M.-C. (2013), *Débat national sur la transition énergétique : enjeux et réalités de la sobriété. Une simple question de sémantique ?*